

Informations Rapides

30 mars 2012- n° 83



Principaux indicateurs

■ Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques – 4^e trimestre 2011

À la fin du quatrième trimestre 2011, la dette publique s'établit à 1 717,3 milliards d'euros

Avertissement : la dette trimestrielle étant fondée sur une source d'information directe moins complète que les comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.

Chaque année, l'INSEE publie une première évaluation des comptes nationaux des administrations publiques sur l'année écoulée, correspondant à celle réalisée pour la notification à la Commission européenne des ratios de dette et de déficit publics. Les données sont susceptibles d'être modifiées à l'occasion de la publication, le 15 mai 2012, du compte de la Nation provisoire 2011.

La dette publique augmente de 24,8 milliards d'euros entre le 3^e et le 4^e trimestre 2011...

À la fin du quatrième trimestre 2011, la dette publique de Maastricht, qui est une dette brute, s'établit à 1 717,3 Md€, en hausse de 24,8 Md€ par rapport au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du PIB, elle se situe à 85,8 %, en augmentation de 0,3 point par rapport au trimestre précédent. La dette publique nette progresse de 22,4 Md€

...sous l'effet d'une hausse modérée de l'endettement des administrations centrales...

La contribution de l'État à la dette augmente modérément au quatrième trimestre (5,1 Md€). L'accroissement de l'endettement obligataire (+22,0 Md€ dont 16,4 Md€ de bons du Trésor à intérêts annuels BTAN) est partiellement compensé par des remboursements importants de titres de créance de court terme (BTF) ce trimestre (-16,8 Md€). La contribution des organismes divers d'administration centrale à la dette augmente légèrement (+0,5 Md€).

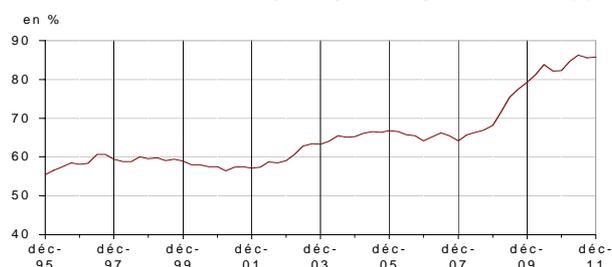
...tandis que l'endettement des administrations publiques locales et de sécurité sociale croît plus nettement

La contribution des administrations publiques locales augmente de +12,9 Md€, ce qui constitue une plus forte progression qu'au quatrième trimestre de l'année précédente (+11,1 Md€ fin 2010). Pour présenter des comptes à l'équilibre, les collectivités locales contractent des crédits à long terme en fin d'année (+15,4 Md€).

La contribution des administrations de sécurité sociale augmente de 6,3 Md€. La Cades émet 7,9 Md€ de titres négociables à long terme tandis que les adminis-

trations de sécurité sociale remboursent 1,3 Md€ de prêts à court terme.

Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en point de PIB (*)



La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

(en Mds€)

	2010T4	2011T1	2011T2	2011T3	2011T4
Ensemble des adm. publiques	1595,2	1650,0	1696,2	1692,5	1717,3
en point de PIB (*)	82,3%	84,7%	86,3%	85,5%	85,8%
dont, par sous-secteur, consolidée (*)					
État	1245,0	1286,2	1338,7	1330,1	1335,2
Organismes divers d'adm. Centrale	14,1	11,0	9,8	9,9	10,4
Administrations publiques locales	161,1	157,2	154,3	153,4	166,3
Administrations de sécurité sociale	175,0	195,7	193,4	199,1	205,4
dont, par instrument :					
Dépôts	23,2	26,2	28,0	30,6	30,1
Titres négociables	1347,0	1407,2	1467,4	1457,9	1471,3
court terme	212,1	217,2	227,9	240,2	226,0
long terme	1134,9	1189,9	1239,5	1217,7	1245,3
Crédits	225,0	216,6	200,8	204,0	215,8
court terme	28,4	27,4	10,4	12,7	8,5
long terme	196,6	189,2	190,4	191,2	207,3

Source : Comptes nationaux base 2005 - Insee, DGFIP, Banque de France

(*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

(*) voir la note méthodologique simplifiée

La dette publique nette progresse plus fortement que la dette de Maastricht

Au quatrième trimestre 2011, la dette nette des administrations publiques s'élève à 1 572,9 Md€ (soit 78,6 % du PIB contre 78,3 % au trimestre précédent), en progression de 22,4 Md€ par rapport au trimestre précédent. L'écart de 2,4 Md€ entre cette hausse de la dette nette et la hausse de 24,8 Md€ de la dette brute traduit notamment l'augmentation de la trésorerie des administrations de sécurité sociale (+4,1 Md€), partiellement compensée par une diminution des dépôts bancaires des Odac (-1,9 Md€) auprès des institutions financières.

La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

(en Mds€)

	2010T4	2011T1	2011T2	2011T3	2011T4
Ensemble des adm. publiques	1473,8	1501,4	1523,3	1550,4	1572,9
dont :					
État	1193,9	1211,6	1239,6	1266,5	1271,2
Org. divers d'adm. centrale	-0,2	-2,5	-4,7	-4,5	-1,7
Adm. publiques locales	151,8	147,9	144,8	143,7	156,6
Adm. de sécurité sociale	128,3	144,5	143,7	144,9	146,8

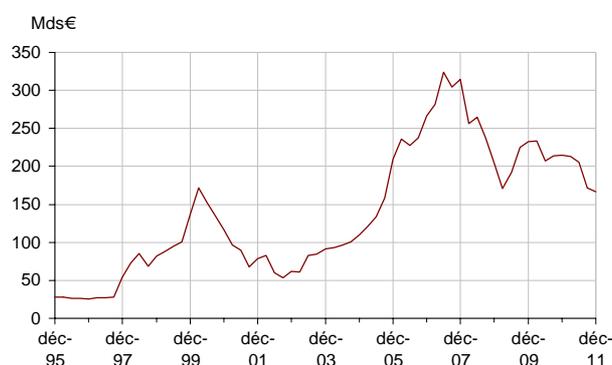
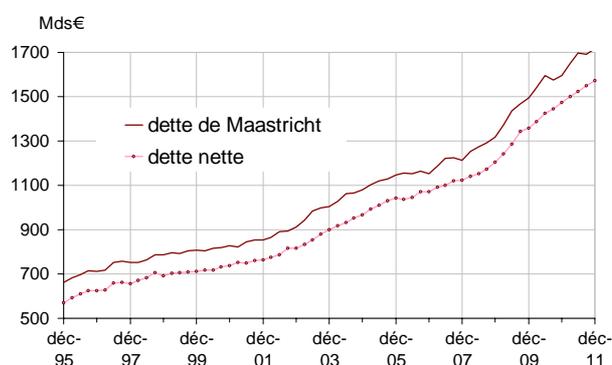
La valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM diminue

Au quatrième trimestre 2011, la valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM détenus par les administrations publiques s'élève à 166,9 Md€, en diminution de 5,1 Md€ par rapport au trimestre précédent. Cette diminution correspond notamment à une baisse des détentions en actions cotées de l'État (-5,9 Md€) et des Odac (-1,6 Md€), en partie compensée par la hausse des détentions en actions cotées (+0,6 Md€) et OPCVM (+1,8 Md€) des administrations de sécurité sociale.

Les actions cotées et les OPCVM détenues par les administrations publiques

(en Mds€)

	2010T4	2011T1	2011T2	2011T3	2011T4
Ensemble des adm. publiques	214,4	213,1	205,8	172,0	166,9
dont :					
État	85,7	84,0	78,6	65,0	59,1
Org. divers d'adm. centrale	25,3	27,4	27,1	20,7	19,1
Adm. publiques locales	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7
Adm. de sécurité sociale	102,7	100,9	99,3	85,5	88,0



Pour en savoir plus :

Les données par sous-secteur institutionnel des administrations publiques qui figurent dans ce numéro d'*Informations Rapides* sont consolidées : sont exclus les passifs détenus par le même sous-secteur ainsi que ceux détenus par les autres sous-secteurs des administrations.

- Des données complémentaires (séries longues, pages internet associées...) sont disponibles sur la page HTML de cet indicateur : <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=40>
- La note méthodologique sur la dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques est disponible sur : http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind40/method_idconj_40.pdf
- Retrouvez les séries longues dans la BDM : [G1310](#), [G885](#), [G886](#)
- Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Prochaine publication : le 29 06 2012 à 8h45